

[Text]

et de dons directs faits, par exemple, par le gouvernement de Terre-Neuve, la section Ontarienne du *Roman Catholic Peace and Development Fund*, de groupes de personnes âgées et des municipalités. Les contributions de services sont extrêmement importantes envers nous aux niveaux national, provincial et local.

La situation du Canada rural: Une réalité souvent oubliée, ou non reconnue, c'est le fait que même sans les Territoires du Nord, le Canada est rural à 90 p. 100. Nos petites villes et nos villages se dénombrent à 9 000, comparativement à moins de 70 centres urbains. Nous qui vivons dans le Canada rural, nous représentons près d'un tiers de la population. Ce chiffre a augmenté régulièrement depuis 1961. Au cours des 25 dernières années, nous avons eu besoin d'un million de nouvelles habitations.

Il est important que le comité comprenne que nous, du mouvement Dignité rurale, nous ne nous accrochons pas naïvement et avec entêtement au passé. Nous sommes bien conscients que le monde et notre pays changent. Le Canada rural n'est pas à l'abri de ce processus. Au moment où les gens des milieux urbains déménagent à la campagne pour trouver un environnement plus sain et des communautés unies, au moment où les ordinateurs permettent une liaison à distance avec les bureaux, et au moment où les Canadiens plus âgés recherchent un milieu plus calme et un logement moins coûteux (un tiers de toutes les personnes âgées du Canada vivent dans des villes de 10 000 habitants ou moins) le Canada rural entre dans une nouvelle époque de son existence.

Nous croyons que le mélange spécial de la tradition et d'innovation du Canada rural, d'enracinement et de vision, présente le potentiel d'offrir à tous les Canadiens un mode de vie sain et intégré. Mais si l'on veut que le potentiel de revitalisation se réalise, si l'on veut que nos contributions, économiques et autres, obtiennent le respect qu'elles méritent, nous devons continuer de recevoir des services publics nationaux.

Pour vivre et s'épanouir, les collectivités rurales ont besoin d'un minimum de services et d'équipements. Le développement économique ne peut se faire dans un désert social et culturel. Une politique de développement rural doit assurer le maintien des services (bureaux de poste, écoles et magasins généraux) et équipement de base de manière équitable (charge fiscale) pour les populations rurales locales. Un effritement du nombre et de la qualité de ces services contribue à éroder la capacité de rétention et d'attraction des collectivités qui en font l'objet.

L'occupation du territoire des régions rurales et périphériques du Canada et le maintien des services aux populations qui l'habitent dépendront de la volonté et de la capacité des gouvernements, et des sociétés amalgamées aux gouverne-

[Traduction]

government of Newfoundland, the Ontario section of the Roman Catholic Peace and Development Fund, seniors' groups and municipalities. Contributions of services are extremely important for us at the national, provincial and local levels.

The situation in rural Canada: a reality which is often forgotten, or unrecognized, is the fact that even without the Northwest Territories, Canada is 90 per cent rural. Our small towns and our villages number some 9,000, compared to fewer than 70 urban centres. We who live in rural Canada represent nearly a third of the population. This figure has increased regularly since 1961. During the past 25 years, we have needed a million new housing units.

It is important that the Committee understand that we, in the Rural Dignity movement, are not clinging naively and stubbornly to the past. We are quite aware that the world and our country are changing. Rural Canada is not immune from this process. At a time when city dwellers are moving to the country to find a healthier environment and united communities, at a time when computers enable workers to keep in touch with the office from a distance, and at a time when older Canadians are looking for more tranquil surroundings and less expensive housing (a third of all the seniors in Canada live in towns of 10,000 inhabitants or less), rural Canada is entering a new era.

We believe that the special mix of tradition and innovation in rural Canada, of roots in the past and vision of the future, has the potential to offer all Canadians a healthy and integrated way of life. But if we want to see this potential for revitalization achieved, if we want our contributions, economic and other, to obtain the respect they deserve, we must continue to receive national public services.

To survive and prosper, rural communities need a minimum of services and facilities. Economic development cannot take place in a social and cultural desert. A rural development policy must ensure that basic services (post offices, schools and general stores) and facilities are maintained in an equitable manner (tax burden) for local rural populations. A deterioration in the number and quality of these services will erode the ability of the communities concerned to attract and retain residents.

Continued habitation of Canada's rural and outlying areas and the maintenance of services to their populations will depend on the willingness and ability of governments, and government-run corporations, to decentralize decision-making